



Solidaires, Unitaires et Démocratiques dans le Groupe BPCE
Section syndicale Caisse d'Épargne Ile-de-France
24 bd de l'Hôpital 75005 Paris
01 70 23 53 40 ou 01 70 23 53 38
Site : www.sudbpce.com
Email : sudceidf@orange.fr



SUD BPCE

Union
syndicale
Solidaires

Le 91 : UNE TERRE SANS FOI NI LOI ?

Depuis l'arrivée de M. Didsch à la tête de la direction régionale du 91 il y a quelques mois, la tension est palpable. A peine adoubé par le directeur du réseau BDD, le nouveau DR s'est empressé de mettre dans son collimateur les « anciens », les temps partiels et plus globalement tous ceux qui ne « cassent pas la baraque. **« On en arrive presque à regretter M. Charrier ! »**. Mais ici, nulle adulation de l'ancien DR, plutôt un cri d'alerte face au management actuel. Les témoignages sont nombreux, de plus en plus nombreux. La démotivation se propage, le stress augmente, la peur s'installe.

Après la mise au rancart du DRA précédent, la chasse aux sorcières gagne les « hautes » sphères de la DR. Ainsi, les Responsables régionaux Pro-Asso et GP sont désormais sur la sellette. à la caisse d'épargne d'en-bas, elle non plus n'est pas oubliée : les Coco trop anciens dans leur emploi sont traités d'incapables ; les AGC/RGC trop nombreux sur la DR, d'une espèce nuisible à éradiquer ; les SARCP(E) se voient menacés dans leur emploi lorsque leur nombre de clients haut de gamme en portefeuille est jugé insuffisant. Et ce ne sont que quelques exemples.

« On me dit clairement que je devrais démissionner ». Des collègues reconnus hier pour leur professionnalisme sont aujourd'hui écartés.

Le management local – DSC et DA - est à un tel point de saturation qu'il n'arrive plus à faire tampon, même si nous savons très bien que certains hiérarchiques n'en n'ont jamais eu la volonté. La pression retombe donc sur tout le personnel : SARCP(E), CCP, COFI, COCO, CA, RGC, AGC... Tout le monde est concerné et les métiers spécialisés - Pro-Asso et GP - ne sont pas épargnés.

« Ça devient une torture de venir travailler ». Des directeurs d'agence fondent en larmes ou ont la larme à l'œil selon ce qu'il leur reste de force à l'instant où nous les rencontrons. **« Tout ce qu'on me demande aujourd'hui, c'est de cliquer tout le monde »**. Des DSC n'osent pas encore se dévoiler, on sent que la rupture est proche.

Sud n'a de cesse d'alerter la direction de la CEIDF sur la dégradation alarmante du climat social particulièrement dans cette DR. L'article L4121-1 du code du travail est pourtant clair : « l'employeur prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs ». Cela signifie que l'employeur est responsable de notre santé dans le cadre de notre travail, et en matière d'hygiène et de sécurité, l'employeur est tenu d'une obligation de sécurité de résultat. Mais alors que fait la direction ? Rien, ou plutôt si : elle couvre ces agissements. Les animations commerciales à répétition et superposées : « C'est à la main de la direction régionale ». Les mutations forcées de l'autre côté du département : « C'est à la main de la direction régionale ».

Pourtant, la direction ne pourra pas se cacher éternellement derrière son DR et elle devra prendre ses responsabilités. A moins que les salariés ne réagissent avant elle et ne disent STOP.

N°4/2016

Le 19 mars 2016 / Le secrétariat Sud

Jean-Philippe Bastias - Valérie Boisliveau - Jérôme Bonnard - Christine Deldicque - Martine Desaulles -
Bettina Larry - Olivier Le Saëc - Françoise Quelen - Philippe Salvador - Patrick Saurin - Jean-Marie Zemliakoff